

MAIRIE DE CASTANET-TOLOSAN
HAUTE-GARONNE

ARRETE MUNICIPAL PERMANENT N° 205/2010
REGLEMENTATION DES DEPOTS SAUVAGES

Le Maire de la commune de CASTANET-TOLOSAN,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212.1 et suivants, L 2224.13 à L 2224.17,

Vu la loi 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L 541.1 à L 541.6,

Vu le code de la santé publique,

Vu le code pénal et notamment les articles R 610.5, R 632.1, R 635.8, R 644.2,

Vu le Règlement Sanitaire Départemental de la Haute-Garonne,

Considérant qu'il est constaté fréquemment que des dépôts et des déversements de déchets de toute nature souillent les voies de la commune,

Considérant que le SICOVAL assure auprès de la population un service régulier de collecte et d'élimination des ordures ménagères et assimilées et que la population peut se rendre aux déchetteries situées à Labège et à Ramonville Saint-Agne,

Considérant qu'il est nécessaire de veiller à la salubrité publique et à la propreté des voies de la commune et des propriétés riveraines de la voie publique,

Considérant qu'il convient de facturer l'enlèvement des dépôts sauvages,

- A R R E T E -

Article 1 :

Les dépôts sauvages d'ordures ou de débris de quelque nature que ce soit (ordures ménagères, déchets verts, encombrants, cartons, gravats, canettes...) ainsi que toute décharge brute d'ordures ménagères sont interdits sur l'ensemble des voies, espaces publics et privés de la commune. Le dépôt et la présentation sur la voie publique des déchets ménagers et assimilés ainsi que des encombrants doit être effectué conformément aux jours, heures de collecte et autres prescriptions prévues par les règlements en vigueur.

Article 2 :

En cas d'infraction au présent arrêté, le responsable du dépôt sauvage de déchets sera mis en demeure de procéder à leur élimination, dans un délai déterminé.

Dans l'impossibilité d'identifier l'auteur de l'infraction, pourra être tenu pour responsable le propriétaire du terrain sur lequel aura été effectué le dépôt sauvage, qui aura toléré, accepté ou facilité par sa négligence ce dépôt ou encore se sera abstenu d'en informer les autorités municipales.

Article 3 :

Faute, pour la personne visée par la mise en demeure, d'avoir procédé à l'élimination des déchets dans le délai imparti, il sera procédé d'office à l'enlèvement des déchets aux frais du responsable du dépôt sauvage. Le cas échéant, il sera ordonné au responsable du dépôt sauvage de consigner entre les mains du comptable de la commune, une somme répondant au montant des travaux à réaliser.

En outre, il pourra être ordonné en cas de danger grave et imminent, l'exécution des travaux rendus nécessaires par les circonstances.

Article 4 :

Les infractions au présent règlement donneront lieu à établissement de rapports ou de procès-verbaux constatant les infractions prévues par le code pénal et seront poursuivies conformément aux lois en vigueur. Tout contrevenant s'expose à une amende prévue par le code pénal, en vertu des articles R 610.5, R 632.1, R 633.8 et 644.2, allant de la 1^{ère} à la 5^{ème} classe selon la nature de la contravention.

D'autre part, la responsabilité du contrevenant sera engagée selon l'article 1384 du code civil si les dépôts sauvages venaient à causer des dommages à un tiers.

Article 5 :

Monsieur le Maire, le Directeur Général des Services de la commune, la police municipale de Castanet-Tolosan, la brigade de gendarmerie de Castanet-Tolosan sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 6 :

Une ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet ainsi qu'à Monsieur le Procureur de la République.

Castanet-Tolosan, le 27.09.10

Le Maire,
Arnaud LAFON

